

## LE WALI D'ORAN RECONNAÎT LA DIFFICULTÉ DE LA PROCHAINE PHASE DE RÉALISATION DU TRAMWAY

# «Il faudra supporter les désagréments»

Le wali d'Oran l'a reconnu mardi dernier : «La prochaine phase de réalisation du tramway ne sera pas facile du tout !»

Il a voulu par là parler des difficultés techniques auxquelles feront, éventuellement, face les ingénieurs de la société espagnole Tram Nour, chargée de la réalisation de ce projet, en entamant les travaux au niveau du boulevard de Saint-Eugène (environ 2,5 km de long).

Apparemment, c'est l'étroitesse de ce boulevard qui fait craindre au wali d'Oran ces complications. «Ce qui nous attend au centre-ville et au boulevard de Saint-Eugène est incomparable avec ce que nous avons enduré au niveau des autres tronçons du projet : boulevard de l'ANP (ligne U), boulevard Mâta, et autres axes routiers plus ou moins larges.» La déviation de la circulation au centre-ville et à Saint-Eugène sera, selon les propos du wali, un vrai cauchemar. Ainsi, il dira que



Photo : DR

« la population doit supporter les désagréments. Elle doit faire preuve de patience et de coopération ».

«Le tramway permettra, grâce à l'extension que nous allons effectuer sur son trajet ( 5 km de longueur), de renforcer le

transport vers le nouveau pôle universitaire, sis à Douar Bel-Gaïd», argumente le wali, tout en rappelant que ce projet ne sera finalisé que d'ici l'année 2012.

«Les wagons du tramway sont actuellement au port d'Oran. Dans quelques jours, après leur

montage, des parties de ce moyen de transport seront montrées au Palais des expositions. Ainsi, les Oranais verront que ce projet n'est pas un rêve, mais qu'il sera bientôt une réalité.»

Ben Aziz

## 4<sup>e</sup> SESSION DE L'APW

# 6 500 logements ont été réalisés en 2009

Au cours de son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture des travaux de la 4<sup>e</sup> session ordinaire de l'APW de l'année 2009 qui s'est tenue mardi dernier au siège de la wilaya, le wali d'Oran a confirmé que près de 6 500 logements ont été réalisés au cours de l'année 2009, selon un bilan établi à la fin du mois de novembre dernier.

Ce responsable, qui a qualifié les efforts déployés par ses collaborateurs de très importants, a assuré que la majorité de ces

logements ont été attribués à leurs bénéficiaires. Et de détailler : «4 000 logements parmi les 6 500 réalisées entrent dans le cadre des logements participatifs. Le reste, soit 2 500 logements, a été réalisé dans le cadre des logements de location.»

Le wali d'Oran a également assuré, par la même occasion, que les travaux lancés dans le cadre du projet de rénovation du vieux bâti à Oran, et qui a concerné dans une première tranche 200 immeubles situés au centre-ville

d'Oran, sont dans leur phase finale. «Une opération similaire sera incessamment lancée», déclare le wali, et de poursuivre : «Elle touchera environ 400 immeubles situés dans les quartiers de Sid El-Houari et El-Hamri.» Par ailleurs, le wali d'Oran a annoncé, lors de son intervention, l'installation de trois nouveaux directeurs exécutifs à la tête des directions des transports, des PME/PMI et de la DUP.

B. A.

## TIZI-OUZOU

# Lendemain sombres pour les agents immobiliers

**Rejetant catégoriquement la rétroactivité des dispositions du décret réglementant la profession, promulgué en janvier dernier, les agents immobiliers affiliés à la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI) tiendront, samedi prochain à Tizi-Ouzou, une assemblée générale extraordinaire pour débattre des actions à entreprendre en vue de se faire entendre par les pouvoirs publics.**

Une assemblée à laquelle sont conviés les agents qui ne sont pas adhérents de l'organisation afin d'élargir le mouvement de protestation à tous les agents immobiliers exerçant en Algérie.

La FNAI mobilise ses rangs (1 200 adhérents) et compte, donc, élargir la protestation aux autres agents immobiliers (le créneau compte 6 600 exerçants, d'après M. Barkat). Selon les propos du chef de bureau de Constantine, et vice-président de l'organisation, Nourreddine Barkat, la FNAI estime que le décret exclut la majorité des agents exerçant à travers le pays, lesquels ne remplissent pas les conditions requises par la loi pour l'exercice de la profession. «Seulement 5% des agents immobiliers justifient du niveau

universitaire requis par le décret 90-18 du 20 janvier 2009. Le décret nous a donné un délai de 6 mois pour se conformer à cette exigence, c'est-à-dire justifier son niveau d'instruction (le propriétaire ou le gérant) par un titre universitaire dans les six spécialités agréées ou, à défaut, recruter un universitaire qui doit avoir une expérience professionnelle minimum de 3 ans. Même s'ils nous donnent un délai de 6 ans, nous ne pouvons remplir cette condition», a-t-il précisé, hier en marge d'une rencontre organisée au palais de la culture Malek-Haddad de Constantine dans le but de mobiliser des «confrères».

Une condition impossible à remplir, à ses yeux, par les exerçants et risquent de livrer pas moins de 15 000 employés au chômage. «Personnellement je ne remplis pas cette condition. Je n'ai pas honte de le dire. D'autant que je dois me séparer de mon assistante, une licenciée en communication (spécialité non admise), et ce, après 8 ans de service», ajoutera-t-il.

M. Barkat a également indiqué que la commission habilitée à délivrer les agréments n'est toujours pas installée (NDLR, c'était prévu le 20 juillet dernier). Un état de fait qui entretient davantage le «flou» sachant que le décret n'est pas si clair pour certains aspects

de la réglementation comme les critères de choix du local abritant l'agence immobilière. «Le décret nous a supprimé des activités qui sont inscrites dans le registre du commerce comme le recouvrement des loyers et la gestion des immeubles d'autant que la définition des caractères du local (superficie, sanitaires...), pourrait même impliquer la fermeture de 80% des agences», répliquera-t-il. Le ministère de l'Habitat n'est cependant pas prêt à céder et compte plutôt sévir pour réglementer la profession des agents immobiliers. «Nous avons préféré le dialogue jusqu'à maintenant, mais l'attitude des pouvoirs publics ne semble pas si bienveillante. Nos propositions portant mises à niveau des agents concernés sont restées sans suite. Le ministre de l'Habitat, lui, a, dans une récente déclaration, signifié clairement que celui qui ne remplit pas les conditions n'a qu'à fermer», ajoutera M. Barkat.

Il convient enfin de noter que le délai de mise en vigueur de ce décret a expiré en juillet dernier. Les pouvoirs publics n'ont, jusqu'à présent, procédé à la fermeture d'aucune agence, se contentant de quelques PV de constat, arrêtés par les services du ministère du Commerce pour «activité illégale».

L. H.

## ALI TOUNSI À TLEMCCEN

# «Le taux de couverture sécuritaire est de 80%»

Le directeur général de la Sûreté nationale a entamé une visite marathon à travers plusieurs daïras de la wilaya de Tlemcen. Il a notamment inauguré de nouvelles structures relevant de son secteur. Il a commencé sa visite de travail dans la daïra de Ben-Snous, en inaugurant le nouveau siège de la Sûreté urbaine et un club de police au niveau de cette commune située sur les hauteurs de Tlemcen et qui a payé un lourd tribut au terrorisme durant la décennie sanglante.

La daïra de Mansourah, devenue un pôle très important par sa densité démographique, a bénéficié elle aussi d'un nouveau siège pour la sûreté de cette daïra du Grand Tlemcen, à l'instar des autres localités de Nedroma, Remchi et Béni-Boussaïd à proximité de la frontière algéro-marocaine. D'autre part, sur le plan social, 40 logements d'astreinte ont été mis à la disposition du corps de sécurité, le projet d'habitat inscrit au programme de la DGSN prévoit la réalisation de 528 logements répartis à travers la wilaya dont 374 sont déjà en cours. Il est aussi prévu deux clubs de police dans la daïra de Mansourah et de Ben-Boussaïd. Dans un point de presse animé en marge de cette visite, le patron de la police a indiqué que le gouvernement à travers ces réalisations locales encourage une politique de proximité qui doit rapprocher le citoyen de la police, en ajoutant que le taux de couverture sécuritaire est de 80% au niveau national et pour atteindre l'objectif recherché, il faut un effectif de 200 000 policiers. Quant à la réalisations des futures structures (sûretés urbaines), ceci dépendrait des agglomérations, du nombre d'habitants et des normes en vigueur pour la création de sièges de sûreté urbaine.

M. Zenasni